

Soudan/Transition

Les discussions dans leur phase finale

AFP
Khartoum/Soudan

La durée de la transition fixée – trois ans –, reste à s'accorder sur la composition du Conseil souverain.

LE pouvoir militaire au Soudan et le mouvement de contestation abordaient hier soir la phase finale de leur dialogue, avec l'espoir de s'accorder rapidement sur la composition d'un Conseil souverain, organe suprême d'une période de transition fixée d'un accord commun à trois ans. En deux jours, les deux parties ont progressé lundi et mardi sur la mise en place des institutions devant préparer le transfert de tous les pouvoirs à une autorité civile, principale demande des manifestants qui campent devant le QG de l'armée à Khartoum depuis le 6 avril. C'est sous la pression de cette foule que les généraux ont écarté le 11 avril le président Omar el-Béchir dont le pouvoir était contesté dans la rue depuis décembre. Une profonde crise économique a alimenté la contestation et le triplement du prix du pain a mis le feu aux poudres. Les militaires et les meneurs de la contestation ont identifié, dès la reprise

de leurs discussions lundi, les institutions de cette transition : un Conseil souverain, un cabinet et une assemblée législative. Mardi, les deux camps sont parvenus à un accord de compromis fixant à trois ans la durée de la phase de transition, la contestation réclamant jusque-là une période de quatre ans alors que le Conseil militaire insistait sur deux. Les six premiers mois de la période de transition seraient consacrés à conclure des accords de paix avec les mouvements rebelles dans l'ouest et le sud du Soudan. La physionomie de l'assemblée législative a été également définie. Elle devrait être composée de 300 membres dont 67% seront désignés parmi l'Alliance pour la liberté et la changement (ALC), fer de lance du mouvement de protestation. Le reste des sièges sera réservé aux représentants des forces politiques qui ne sont pas affiliés à cette alliance. **DERNIERE LIGNE DROITE.** La dernière phase des négociations devait débuter mercredi soir, selon des sources au sein de l'ALC. "Les discussions commencent ce soir à 21H00 (20H00 au Gabon, hier) et les résultats pourraient être annoncés après mi-



La joie des contestataires campant devant le QG de l'armée. Cette dernière est en passe d'accéder à l'essentiel de revendications.

nuite", a indiqué à l'AFP Khaled Omar Youssef, un leader de la contestation. Il a minimisé le rôle qu'aura à jouer le Conseil souverain, insistant sur le fait que le pays disposera d'un gouvernement puissant. "Le cabinet aura les pleins pouvoirs et sera formé par l'ALC", a-t-il dit, ajoutant que l'alliance pourrait faire appel à des technocrates pour faire partie du gouvernement. "Seuls les ministères de la Défense et de l'Intérieur iront aux militaires, les autres portefeuilles seront assumés par des civils". M. Youssef a insisté sur la nécessité d'avoir un Conseil souverain composé essentiellement de civils, comme le réclame la contestation. Les généraux ont exprimé

à plusieurs reprises leur préférence pour un Conseil souverain dominé par les militaires. **VENT D'OPTIMISME.** En annonçant hier avant l'aube les avancées dans les discussions, le général Yasser Atta s'est montré optimiste sur la suite. Il a affirmé qu'un accord global serait atteint sous 24 heures. "Nous promettons à notre peuple un accord (final) en moins de 24 heures de manière à répondre à ses aspirations", a-t-il déclaré. De son côté, Madani Abbas Madani, un leader de l'ALC, a souligné l'esprit de "coopération" entre son mouvement et le Conseil militaire en dépit des frictions sur des violences qui ont fait six morts lundi soir. Cinq civils et un militaire

ont été tués par balles autour du lieu du sit-in de Khartoum lundi soir, après une montée des tensions à la suite de la fermeture d'une grande artère de la capitale par des protestataires. M. Madani a annoncé à ce propos une commission d'enquête conjointe pour déterminer les responsables de ces violences et leur demander des comptes. L'ALC a mis en cause des militaires, tout comme l'ambassade des Etats-Unis à Khartoum, tandis que le Conseil militaire a parlé d'"éléments infiltrés" qui chercheraient à faire dérailler le processus politique. **Des blessés lors de tirs contre les manifestants.** Au moins huit personnes ont été blessées hier par des tirs contre des manifestants autour du QG de l'armée à Khartoum, peu avant la reprise de discussions cruciales sur la transition politique, a indiqué un porte-parole du mouvement de contestation. "Il y a huit blessés par balle au moins", a déclaré ce porte-parole, Amjad Farid, sur son compte Facebook. Auparavant des témoins ont fait état de nombreux blessés dans des tirs contre les manifestants près du sit-in.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Politique. La promesse de Ramaphosa aux investisseurs**



Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a promis hier aux milieux d'affaires d'accélérer les réformes pour relancer l'économie et sauver la compagnie nationale d'électricité, quelques jours après sa victoire aux élections législatives.

• **Algérie/Troubles. 24 policiers blessés lors d'une manif de chômeurs**

Au moins 24 policiers ont été blessés, dont quatre grièvement, dans le centre de l'Algérie, lors de violences entre les forces de l'ordre et des chômeurs qui manifestaient, a rapporté hier l'agence officielle de presse APS.

• **Burundi/Politique. Les dénonciations de l'Eglise adventiste**

L'Eglise adventiste du 7e jour a dénoncé le "harcèlement" dont elle fait l'objet de la part du gouvernement du Burundi, l'accusant d'avoir fait arrêter deux de ses dirigeants et 21 fidèles depuis début mai, dans un communiqué parvenu hier à l'AFP.

• **Côte d'Ivoire/Violences. Affrontements interethniques dans le centre**

De violents affrontements hier entre populations autochtones (Baoulé) et allogènes (Dioula, ressortissant du Nord) ont fait des dizaines de blessés, dont six membres des forces de l'ordre, à Béoumi (à 60 km à l'ouest de Bouaké, centre) où plusieurs maisons et véhicules ont été incendiés, a rapporté un journaliste de l'AFP.

• **Zambie/Politique. Arrestation d'une ex-ministre soupçonnée de corruption**

La police zambienne a interpellé hier l'ancienne ministre du Développement communautaire et des Services sociaux, Emerine Kabanshi, sur laquelle pèsent des soupçons de corruption qui ont motivé l'an dernier la décision du Royaume-Uni de suspendre son aide bilatérale à ce pays d'Afrique australe.

• **Soudan du Sud/Conflit. La mise en garde de Kiir**

Le président sud-soudanais Salva Kiir a prévenu hier que toute tentative de prendre le pouvoir par la force ferait face à une "résistance violente", alors que des appels à renverser le régime ont commencé à circuler sur les réseaux sociaux.

Niger/Jihadistes

17 morts et 11 disparus dans une nouvelle attaque à la frontière malienne

AFP
Niamey/Niger

C'est dans cette même région qu'étaient tombés, en octobre 2017, cinq militaires et quatre soldats américains.

DIX-SEPT soldats nigériens ont été tués mardi et 11 sont portés disparus après une attaque près de la frontière malienne dans la région de Tillabéri (ouest), où quatre soldats américains et cinq militaires du Niger étaient

tombés dans une embuscade en 2017. Ce bilan provisoire pourrait s'alourdir, selon une source sécuritaire qui parle d'une "attaque terroriste" près du village de Tongo Tongo. Un peu plus tôt, une autre source sécuritaire avait indiqué qu'une patrouille de l'armée était "tombée mardi après-midi dans une embuscade tendue par des hommes armés, plusieurs blessés ont été évacués à Niamey". Un des véhicules a "sauté sur un engin explosif", selon une troisième source sécuritaire, qui précise que des opérations de ratissage étaient en cours hier matin. Selon le site nigérien Actuniger, une patrouille constituée de 52 soldats nigériens "est tombée dans une embuscade d'individus lourdement armés mardi aux environs de 15H00 (16H00 au Gabon) à Baley Beri, près de Tongo Tongo" et "les combats d'une rare violence" ont "duré plus de deux heures". **L'ATTAQUE DE 2017 REVENDIQUÉE PAR L'ETAT ISLAMIQUE.** "Vingt-deux soldats ont pu rejoindre la base de Ouallam à bord

de trois véhicules" et "les autres sont toujours portés disparus", poursuit le site, sur la base de "sources locales et sécuritaires". Le 4 octobre 2017, quatre soldats américains et cinq militaires nigériens avaient été tués par des jihadistes venus à bord d'une dizaine de véhicules et d'une vingtaine de motos à hauteur du village de Tongo Tongo, situé à environ 80 km au nord-ouest de Ouallam (une centaine de km de Niamey) et à une vingtaine de km de la frontière avec le Mali. Le Pentagone avait ensuite expliqué que le but de l'opération américano-nigérienne était de capturer un chef du groupe jihadiste "Etat islamique dans le Grand Sahara" (EIGS), Doundoun Cheffou, soupçonné d'être impliqué dans l'enlèvement de l'humanitaire américain Jeffery Woodke. L'attaque contre les soldats américains et nigériens avait été revendiquée par l'EIGS. Depuis 2018, l'Onu s'inquiète de la persistance de l'insécurité dans la région de Tillabéri, théâtre de nombreuses incursions de groupes jihadistes et de violences intercommunau-

taires. L'armée nigérienne s'est déployée massivement fin 2018 dans la région pour chasser les combattants islamistes venus du Mali et du Burkina Faso. Lundi, les forces de sécurité avaient perdu un homme en repoussant une "attaque terroriste contre la prison de haute sécurité de Koutoukalé" (à 50 km au nord de Niamey), l'établissement pénitentiaire le mieux gardé du Niger où sont détenus de nombreux jihadistes. Les assaillants, qui avaient notamment utilisé une voiture de Médecins sans frontières volée dans un camp de réfugiés à la frontière malienne, avaient fui vers cette même frontière du Nord. Pays pauvre du Sahel, le Niger vit en permanence sous la menace d'attaques des groupes jihadistes sahéliens dans l'Ouest et le Nord ainsi que de celles de Boko Haram dans le Sud-Est. Les forces de sécurité sont perpétuellement sur le qui-vive et Niamey, la capitale, est très militarisée. Le pays accueille des bases militaires française et américaine et une base logistique allemande.

C'est arrivé...

Une sculpture de Theresa May guillotinée par le Brexit

UNE sculpture de sable géante représentant la tête de la Première ministre britannique Theresa May au pied d'une guillotine nommée "Brexit" a été érigée mardi au festival de Weston-super-Mare, dans le sud-ouest de l'Angleterre. L'œuvre est complétée par deux autres sculptures de sable, à l'effigie des présidents américain et russe, Donald Trump et Vladimir Poutine, qui "applaudissent le fait que Theresa May essaie de couper le Royaume-Uni de l'Europe", a expliqué l'artiste néerlandais Johannes Hogebrink

dans une vidéo publiée sur Facebook. "Mais en le faisant, elle (Theresa May) coupe aussi sa propre tête", a-t-il poursuivi. L'autorité de la Première ministre britannique a sérieusement pâti des attermolements sur le Brexit, repoussé à deux reprises faute de consensus au Parlement sur l'accord de sortie qu'elle a négocié avec Bruxelles, et désormais programmé pour le 31 octobre au plus tard.

... Weston-super-Mare (Angleterre)